

Denis KNOEPFLER, professeur au Collège de France, membre de l'Institut

**Allocution d'introduction à l'occasion du colloque « Langues anciennes, mondes modernes !
Refonder l'enseignement du latin et du grec », lycée Louis-le-Grand, 31 janvier 2012**

Un professeur et chercheur, fût-il titulaire d'une chaire d'épigraphie grecque au Collège de France, n'est certainement pas la personne la mieux placée pour introduire la rencontre à laquelle le ministère de l'éducation nationale, sous l'impulsion de Monsieur le Ministre Luc Chatel, a pris l'initiative de convier un nombre significatif de spécialistes de l'enseignement des langues anciennes et de personnalités diverses soucieuses de leur assurer un avenir dans la formation scolaire. Cette inadéquation, je la ressens d'autant plus vivement que je n'ai eu moi-même que de rares d'occasions – en début de carrière – d'enseigner le grec ou le latin au niveau secondaire ; au surplus, en tant que citoyen d'un pays étranger, certes lié à la France par le plus étroit des liens culturel - celui que crée, pour une partie au moins des Suisses, la communauté de la langue, je m'interdis par principe de prendre une part active à tout débat sur la politique scolaire, ne serait-ce qu'en raison d'une connaissance bien imparfaite du système éducatif français tel qu'il était naguère encore et tel qu'il se présente aujourd'hui, après un demi-siècle de mutations en profondeur dans tous les domaines de la vie sociale, économique, artistique et intellectuelle.

Si j'ai cru pouvoir, néanmoins accepter ce redoutable honneur, c'est d'abord, bien sûr, dans la conviction que le problème de la place et du rôle à laisser (ou plutôt à rendre !) au latin et au grec dans la formation littéraire dispensée dans les collèges et lycées est une question qui dépasse largement les frontières nationales, puisqu'en réalité il se pose dans l'ensemble des pays entretenant un lien étroit avec cette culture, à commencer par les nations appelées à collaborer sur tous les plans au sein de l'Union européenne. Celle-ci, tôt ou tard - quand les problèmes économiques et financiers aujourd'hui prioritaires, auront cessé de monopoliser son attention – devra bien se résoudre à définir plus précisément les valeurs qu'elle considère comme fondamentales et communes à l'ensemble de ses membres, au-delà de la diversité des langues et des cultures. On pourra difficilement, alors, faire l'économie d'un débat sur la manière la plus intelligente et la plus efficace de faire fructifier la composante gréco-latine de l'identité européenne. Mais il faut bien reconnaître que, jusqu'ici, les instances de l'Europe ont manifesté à cet égard beaucoup de dédain, alimenté par une bonne dose de méfiance ou d'ignorance. J'observe en tout cas que l'occasion de reconnaître une certaine continuité entre l'idéal antique et les aspirations modernes et contemporaines a été manquée, il y a quelques années, avec le rejet d'une référence explicite à l'Athènes de Périclès au seuil de la constitution européenne. C'est d'ailleurs moins à Thucydide qu'à Polybe qu'il eût fallu penser en l'occurrence, car le tableau enthousiaste que ce grand historien de la Grèce et de Rome donne de l'Etat fédéral achéen fait de ce texte (*Histoires* II 37, 9) un manifeste d'une singulière actualité en faveur de l'union fédéraliste comme garant de liberté et de démocratie.

Mais une autre chose encore m'a conduit à accepter l'offre très flatteuse du ministère, si l'on me permet de revenir une dernière fois à ma situation personnelle : c'est moins un sentiment de gratitude, si vif et profond soit-il, à l'égard du pays qui m'a accueilli avec tant de confiance que la possibilité d'apporter un témoignage direct sur la permanence - à supposer qu'on en doutât ! - de l'esprit de recherche qui anime, au sein de l'établissement auquel j'ai l'immense privilège d'appartenir, les représentants des disciplines philologiques, historiques et plus généralement littéraires – celles, en particulier, qui portent sur l'Antiquité dans toute l'extension de ce terme. Car ces chercheurs et ces

professeurs-là, il faut qu'on le sache, ne font pas trop de complexes (en dépit de la place réduite laissée à leurs disciplines) vis-à-vis des collègues qui pratiquent la Science avec un grand S.

Certes, face à l'impact évident et quasi immédiat des recherches en biologie, physique, chimie, etc, face à l'engouement du public non seulement pour les innovations technologiques mais aussi pour les productions artistiques, pour les sciences politiques et sociales en prise avec le monde contemporain, la portée et l'écho des travaux que mènent - comme hors du temps à première vue - les antiquisants ou antiquistes peuvent sembler bien minces. De fait, dans la conjoncture actuelle, aucun d'eux ne saurait prétendre, mis à part peut-être le toujours très brillant latiniste et historien Paul Veyne, reconquérir la faveur médiatique dont jouissaient, il y a peu encore, un Jean-Pierre Vernant et une Jacqueline de Romilly – pour ne mentionner ici, parmi beaucoup d'autres savants de grande envergure dans un passé proche, que ces deux figures véritablement tutélaires de nos études.

Tous ces chercheurs n'en contribuent pas moins activement, chacun dans sa spécialité et avec son style, à promouvoir les disciplines de l'Antiquité, dont le champ d'investigation ne cesse de s'enrichir et de s'étendre. Et, bien entendu, ils ne sont pas les seuls, tant s'en faut, à explorer ce vaste domaine : la plupart des universités y contribuent peu ou prou, sans parler de maints centres de recherche subventionnés par divers organismes nationaux. Et l'on se gardera de négliger la part prise dans cette enquête jamais achevée par la vénérable Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, qui développe au sein de l'Institut de France une activité scientifique dont on mesure mal, bien souvent, la remarquable ampleur dans le temps comme dans l'espace, mais où l'Antiquité gréco-latine occupe toujours, je crois pouvoir l'affirmer, une position clé au carrefour des civilisations anciennes et modernes, occidentale et asiatique.

Ce qui fait la force des études de l'Antiquité, ce qui suscitera toujours la curiosité des esprits avides de nouveauté, ce qui, en un mot, constitue la garantie absolue qu'en dépit de certaines apparences elles ne pourront jamais mourir (quittes à changer de continents, si le nôtre, au mépris d'une tradition humaniste séculaire, était assez stupide pour ne plus leur donner les moyens de se développer), c'est la fertilité sans égale de la terre dont elles se nourrissent, qui livre chaque année une foule de documents nouveaux, souvent très instructifs, parfois même d'un intérêt exceptionnel, qui obligent à des remises en cause susceptibles d'intéresser le grand public cultivé (même si la presse d'aujourd'hui, y compris la plus sérieuse ou réputée, semble penser le contraire : j'ai pu le constater moi-même – je dis cela, bien sûr, sans la moindre amertume mais avec un peu de tristesse tout de même - à l'occasion de la publication voici un lustre dans la *Revue des Études Grecques* et dans les *Comptes Rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, d'un document peu banal, la dernière lettre publique - six mois avant sa mort en 138 – de l'empereur Hadrien, si cher à la grande Marguerite Yourcenar ; et c'est pourtant le Musée du Louvre qui avait pu acquérir cette inscription magnifiquement gravée sur une monumentale plaque de bronze ; or, nul quotidien, aucun hebdomadaire non plus, n'a voulu donner le moindre écho à cette découverte, alors même que se tenait au British Museum une importante exposition sur Hadrien et son œuvre !). Il y a donc là d'étonnantes possibilités de renouvellement que peuvent nous envier les représentants de la plupart des autres sciences humaines. De fait, un Claude Lévi-Strauss lui-même, en l'un de ses derniers entretiens radiophoniques, déclarait ne pas connaître un domaine dont l'étude lui parût plus riche de perspectives – et cet aveu, de la part de l'auteur de *Tristes Tropiques*, ne laisse pas d'être bien remarquable - que celui des langues et civilisations de l'Antiquité classique. Michel Foucault du reste, à en juger par certaines de ses publications posthumes, n'était sans doute pas loin de partager cet avis.

Certes, le problème dont nous avons à débattre n'est pas, prioritairement – encore que tout se tienne - de savoir comment former des hellénistes et des latinistes capables de poursuivre une recherche internationale de haut niveau, car des spécialistes du monde gréco-romain, il pourrait y en avoir encore, bien sûr, dans une France et dans une Europe coupées de leurs racines antiques, comme il peut exister - et sous toutes les latitudes - des spécialistes du vieux lithuanien ou des civilisations précolombiennes. Si, tous tant que nous sommes ici, nous avons jugé utile de réfléchir à la meilleure façon de vivifier et de transmettre ce précieux héritage, c'est qu'il nous paraît devoir être accessible, sous diverses formes, non pas certes à la totalité des adolescent(e)s scolarisé(e)s, mais au plus grand nombre possible, et cela en raison de sa valeur formatrice sur tant de plans - littérature, philosophie, art et d'abord, bien sûr, langue et donc pensée – comme voie d'accès privilégiée, en somme, à une vie plus belle, parce que plus riche et plus contrastée : plus indépendante aussi des idées reçues et des modes imposées à une échelle désormais planétaire par des moyens inouïs jusqu'ici (c'est, d'une

certaine façon, la *pensée unique* dénoncée par le linguiste Claude Hagège dans un livre paru ces jours derniers). Comment, du reste, pourrait-on qualifier de « mortes » ces langues qui ne sont en fait qu'anciennes puisqu'elles continuent à vivre de manière souterraine (voire bien plus que cela dans le cas du grec), en imprimant de si prégnante façon leur marque sur notre vocabulaire le plus quotidien, sans parler de la construction de nos phrases, dès que celles-ci atteignent un certain niveau de complexité. Faire découvrir cela à de jeunes esprits, assaillis par le flot des informations dont on cherche à les étourdir dans une perspective trop visiblement consumériste, y a-t-il tâche plus exaltante et plus grand défi ? Il ne s'agit pas, on l'aura bien compris, d'espérer un retour à un état ancien : les restaurations sont illusoire, pas même souhaitable. C'est à une renaissance, modeste sans doute mais bien réelle, qu'il conviendrait de travailler en s'efforçant de refonder en partie sur d'autres bases, comme nous y invite le thème de la présente rencontre, l'enseignement des langues anciennes, le but – ou du moins l'un des buts – devant être, me semble-t-il, de recréer un climat de confiance, voire de connivence, vis-à-vis du latin et du grec, dont l'apprentissage ne serait plus perçu comme une contrainte héritée du passé, mais comme une chance, à la fois source de dépaysement, donc de plaisir, et un moyen (parmi d'autres, bien sûr) de prendre une distance critique avec le présent. Il est vrai que cela suppose la possibilité matérielle et institutionnelle d'accéder à cette formation, et je vois bien que c'est là un problème crucial, partout et plus que jamais, qui ne manquera pas d'être abordé par plusieurs des intervenants.

Disons enfin, dans cette déjà trop longue introduction, que les langues anciennes ont peut-être l'avantage d'échapper au carcan trop étroit de la nationalité, ce qui devrait apparaître comme un atout supplémentaire dans le monde globalisé actuel. Et cela d'abord à travers les documents qui, de manière incessante - on l'a noté, sont exhumés en un si grand nombre de pays : ne devraient-ils pas s'imposer d'emblée comme autant de pièces constitutives du patrimoine (notion certes critiquable) de l'humanité ? D'une petite partie de celle-ci, dira-t-on peut-être. Oui, sans doute, mais bien moins restreinte, malgré tout, qu'on n'est souvent enclin à le penser en assimilant les héritiers de la culture classique aux seules nations européennes ou plus largement occidentales. En réalité, tous les pays et les peuples de la Méditerranée ont été marqués en profondeur par ce double héritage. Ce ne sont pas seulement les vestiges matériels, quelle que soit leur nature, qui proclament cette présence de l'Antiquité sous nos pas sur tout le pourtour du *Mare nostrum*. Ce sont aussi, on l'oublie trop souvent, les auteurs antiques eux-mêmes, tant grecs que latins, qui trahissent cette diversité par leur origine ethnique : car ne sont-ils pas, pour un bon nombre d'entre eux, de souche étrangère, gauloise, espagnole, africaine, égyptienne, syrienne, juive, asianique ou anatolienne, pontique, scytho-grecque, daco-romaine, thraco-macédonienne ? Pouvoir accéder, ne serait-ce que très partiellement et par le truchement aussi des traductions (toujours nécessaires, toujours perfectibles), à l'œuvre de ces écrivains, prosateurs et poètes, s'exprimant dans les deux langues de culture qui furent en dialogue permanent d'une rive à l'autre de la Grande Bleue pendant des siècles, d'Homère de Smyrne à Isidore de Séville, de Bion de Borysthène sur le Dniepr à Apulée de Madaure en Afrique du Nord, de Philon le Juif à Alexandrie d'Égypte à Lucien de Samosate aux frontières actuelles de la Syrie et de la Turquie, d'Eusèbe de Césarée en Palestine à Favorin d'Arles ou à Ausone de Bordeaux. Voyager avec Hadrien ou Marc-Aurèle ou Julien l'Apostat à travers tout l'Empire romain, c'est participer à une œuvre de réconciliation dans la reconnaissance d'un passé au moins en partie commun. Y a-t-il un meilleur antidote que l'étude du latin et du grec aux cloisonnements érigés par un certain communautarisme ambiant ?

C'est en tout cas une extraordinaire leçon d'éducation civique. Car si « nous sommes tous des citoyens romains », comme se plaisait naguère à le rappeler le plus haut magistrat de ce pays en reprenant à son compte la célèbre définition de l'historien de Rome Claude Nicolet, notre dette à l'égard de la démocratie athénienne n'est pas moins immense, restons-en bien convaincus même en notre époque de doute. Certes, l'image si longtemps véhiculée d'une constitution parfaite et d'une cité idéale se trouve aujourd'hui écornée, jusque dans les milieux de la politique et de l'économie, par la crise financière dramatique que la Grèce traverse actuellement. Plus sournoisement encore, les historiens eux-mêmes, depuis bien des décennies, s'ingénient à relativiser le caractère novateur de la démocratie antique, en relevant les côtés les moins glorieux d'une Athènes impérialiste, esclavagiste, antiféministe, au point que l'utilité même, pour des jeunes gens notamment, de fréquenter de si piètres démocrates pourrait être remise en question. Mais osons dire que ces critiques, pour justifiées qu'elles soient en partie, sont en partie - en grande partie même - dérisoires, parce qu'assez gravement entachées d'anachronisme, comme si nous pouvions, nous, en nous prévalant de quelques avancées somme toute fort récentes et d'ailleurs incomplètes, nous arroger le droit de porter un jugement dépréciatif sur ce régime politique, dont l'instauration, vers 500 avant notre ère, a

marqué un énorme progrès par rapport à tout ce qui pouvait alors exister de par le monde. La démocratie athénienne (ou disons mieux antique, car Athènes n'en pas eu le monopole) est certes dépassée en beaucoup de choses - qui pourrait le nier ? - mais elle reste insurpassable (sachons le reconnaître en toute modestie et à quelque nation que nous appartenions) comme exemple de participation directe et quotidienne d'une population civique donnée, certes relativement restreinte, à l'exercice du pouvoir. Quant à la République romaine, qui n'a jamais prétendu s'ériger en parangon de démocratie à la grecque, elle demeure un incomparable modèle d'équilibre et d'efficacité, dont il y aura toujours profit à méditer la leçon dans une perspective résolument historique, donc sans oublier que cette république-là, comme d'autres après elle, a débouché sur un empire ; or, comment pourrait-on discuter des divers aspects de l'impérialisme, de ce désir permanent des grands Etats d'étendre leur domination politique ou seulement économique (ambition qu'il serait bien naïf de croire à jamais éteinte sur notre planète), comment, disais-je, pourrait-on mener cette réflexion sans une méditation *sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, pour le dire dans les termes, un peu désuets certes mais finalement si justes, de Montesquieu ?

Aussi ne peut-il guère y avoir aucun doute sur l'importance de ce que nous avons à transmettre. Dans les deux journées qui nous sont offertes pour proposer des pistes nouvelles, des divergences, assurément, pourront se faire jour sur les voies et moyens à adopter. Mais il n'y aura pas, je pense, de « querelle des Anciens et des Modernes ». Car si nous sommes tous bien convaincus de la nécessité de ne pas abandonner – ou, pour le dire autrement, de ne pas réserver à quelques privilégiés seulement – ce trésor d'humanité qu'offre la fréquentation des textes latins et grecs, nous cessons d'être tentés, comme on pouvait l'être naguère encore à bon droit, par les combats d'arrière-garde. Nous avons pris acte des changements qui ont bouleversé notre société, en Europe et dans le reste du monde. C'est la raison pour laquelle cette rencontre - si elle vient sans doute bien tard au gré de certains - paraît aussi arriver à son heure : quand, après de longs et souvent stériles affrontements, toutes les bonnes volontés cherchent à trouver des solutions raisonnables, en faisant table rase des divisions passées, en prohibant la *mnésikakia*, la « mémoire du malheur », et avec elle toute *malignitas* ou « malveillance » à l'égard de quiconque, en n'ayant rien d'autre en vue que le Bien de la Cité, comme aimaient à le dire ces grands philosophes dont l'œuvre constitue assurément l'une des parts les plus précieuses, les plus unanimement reconnues - et donc les plus vivantes - de l'héritage antique.